



Commission des budgets

2015/2319(INI)

27.4.2016

AVIS

de la commission des budgets

à l'intention de la commission du contrôle budgétaire

sur le contrôle du registre et la composition des groupes d'experts de la
Commission
(2015/2319(INI))

Rapporteure pour avis: Helga Trüpel

PA_NonLeg

SUGGESTIONS

La commission des budgets invite la commission du contrôle budgétaire, compétente au fond, à incorporer dans la proposition de résolution qu'elle adoptera les suggestions suivantes:

- A. considérant que la commission des budgets, étant donné le manque de transparence et la composition déséquilibrée qui caractérisent un certain nombre de groupes d'experts et la nécessité de s'assurer qu'un juste équilibre est trouvé dans leur composition sur le plan de l'expertise et de la représentation des différents points de vue, a adopté des réserves budgétaires en 2011 et 2014 et formulé des exigences de réforme;
 - B. considérant qu'une étude récente commandée par ses soins¹ fait état d'un manque de transparence général et d'un déséquilibre dans la composition d'un certain nombre de groupes d'experts;
 - C. considérant que le Médiateur européen a présenté des recommandations dans lesquelles il souligne la nécessité d'une plus grande transparence concernant les groupes d'experts²;
 - D. considérant que l'équilibrage de la composition et la transparence sont indispensables pour que le groupe d'experts réponde convenablement aux besoins de réglementation et pour que sa légitimité ainsi que celle des mesures adoptées soit renforcée aux yeux des citoyens européens;
 - E. considérant qu'il salue, en tant que première étape, l'initiative prise par la Commission concernant la réforme imminente des groupes d'experts;
- 1. souligne que, malgré les progrès réalisés grâce à la réserve budgétaire de 2011, la Commission n'a toujours pas modifié les règles horizontales applicables aux groupes d'experts et à leurs pratiques de sorte à satisfaire aux exigences du Parlement en matière de transparence, et que le nombre de groupes d'experts comportant des déséquilibres est globalement resté le même depuis 2013 (soit 9 % des groupes actuellement);
 - 2. souligne, à cet égard, et au regard des paragraphes 34 à 45 de l'avis susmentionné du Médiateur, que, bien que la Commission n'ait pas formellement défini le concept d'équilibre, celui-ci ne doit pas s'entendre comme résultat de calculs arithmétiques, mais comme produit des efforts accomplis afin de s'assurer que les membres d'un groupe d'experts, pris dans leur ensemble, possèdent l'expertise technique requise et représentent l'éventail d'opinions nécessaire afin de remplir le mandat qui leur est confié; estime donc que le concept d'équilibre devrait être compris comme étant lié au mandat particulier de chaque groupe d'experts; est d'avis que les critères permettant d'évaluer l'équilibrage des groupes d'experts devraient comprendre la mission du groupe, le niveau d'expertise technique requis, les parties prenantes sur lesquelles les décisions du groupe auront le plus probablement une incidence, l'organisation des groupes de parties prenantes, et l'équilibre adéquat entre intérêts économiques et non économiques;

¹ Département thématique D: Affaires budgétaires, "Composition des groupes d'experts de la Commission et statut du registre des groupes d'experts", 2015.

² Médiateur européen, Recommandation du Médiateur européen dans son enquête stratégique OI/6/2014/NF concernant la composition des groupes d'experts, 29.1.2016.

3. souligne que le manque de confiance que manifestent les citoyens européens à l'égard de l'Union trouve son origine dans l'insuffisante transparence et dans la place trop importante réservée aux acteurs économiques dans l'élaboration de la législation européenne, et insiste par conséquent sur le fait qu'une réforme réelle des groupes d'experts de la Commission permettra de renforcer la légitimité de l'Union;
4. salue l'annonce publique faite par la Commission selon laquelle le cadre révisé concernant les groupes d'experts prendra en compte plusieurs suggestions du Parlement et du Médiateur, notamment l'obligation de lancer des appels à candidatures publics, l'amélioration du registre, l'inscription obligatoire au registre de transparence pour les représentants des parties prenantes, une définition, pour chaque groupe d'experts, des profils requis pour assurer une représentation équilibrée, ainsi que l'obligation de déclarer les conflits d'intérêts, qui seront inscrits au registre;
5. presse par ailleurs la Commission d'appliquer les recommandations du Médiateur sur la transparence, qui demandent la publication des ordres du jour, des documents de référence et des procès-verbaux des réunions des groupes d'experts, et stipulent que les procès-verbaux doivent être aussi détaillés que possible et refléter les positions exprimées par les experts;
6. demande instamment à la Commission de suivre les bonnes pratiques et de s'inspirer d'exemples positifs existants, de sorte à garantir l'application systématique de règles horizontales améliorées, y compris au moyen d'un mécanisme adapté de surveillance couvrant toutes les directions générales afin d'assurer la cohérence des pratiques;
7. invite la Commission à envisager, en collaboration avec le législateur et la société civile, des moyens de faciliter et d'encourager la participation de groupes sous-représentés, tels que la société civile et les syndicats, aux groupes d'experts, de rectifier les asymétries d'information existantes et d'évaluer la mise au point d'un système d'attribution qui aiderait ces acteurs à acquérir le niveau d'expertise nécessaire à une participation pleinement efficace aux groupes d'experts;
8. souligne qu'il mènera une évaluation critique des efforts de réforme à l'occasion de son vote sur le budget annuel 2017 et souligne sa détermination à introduire une réserve s'il estime que ses exigences ne sont pas suffisamment respectées.
9. prie la Commission de s'assurer que les groupes actuellement sous-représentés soient pleinement consultés lors de l'élaboration de propositions de réforme des groupes d'experts.

RÉSULTAT DU VOTE FINAL EN COMMISSION SAISIE POUR AVIS

Date de l'adoption	26.4.2016
Résultat du vote final	+: 30 -: 0 0: 0
Membres présents au moment du vote final	Nedzhmi Ali, Jean Arthuis, Jean-Paul Denanot, Gérard Deprez, José Manuel Fernandes, Eider Gardiazabal Rubial, Jens Geier, Bernd Kölmel, Zbigniew Kuźmiuk, Vladimír Maňka, Ernest Maragall, Sophie Montel, Clare Moody, Siegfried Mureşan, Liadh Ní Riada, Jan Olbrycht, Younous Omarjee, Paul Rübig, Petri Sarvamaa, Patricija Šulin, Inese Vaidere, Monika Vana, Daniele Viotti
Suppléants présents au moment du vote final	Andrey Novakov, Helga Trüpel, Derek Vaughan, Anders Primdahl Vistisen, Tomáš Zdechovský
Suppléants (art. 200, par. 2) présents au moment du vote final	Isabella Adinolfi, Jens Gieseke